



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient

Gaza : « Les décombres qui ensevelissent mes filles pèsent sur mon cœur »

Dans la bande de Gaza, même les morts ne sont pas épargnés. Cimetières pleins ou inaccessibles, désacralisation des tombes par l'armée israélienne, dépouilles ensevelies sous les décombres, les vivants souffrent de ne pouvoir offrir la dignité à leurs proches disparus.

Gwenaëlle Lenoir

3 février 2026 à 11h51

La nouvelle de l'exhumation de la dépouille de Ran Gvili, dernier otage israélien mort retenu dans la bande de Gaza, a été reçue avec soulagement à la fois en Israël, de la part de ses proches et de l'ensemble de la société, et dans certaines chancelleries. Un espoir que la deuxième phase du plan Trump en vingt points soit effectivement lancée, et un hommage à un mort qui, enfin, peut recevoir une sépulture digne.

Il a été moins souligné, du moins en Occident, que l'opération de l'armée israélienne de récupération de cette dépouille dans le cimetière d'Al-Batsh, à l'est de la ville de Gaza, a entraîné la profanation de dizaines d'autres tombes, cette fois palestiniennes. Lors de leurs recherches, les soldats ont en effet utilisé des engins de chantier, retourné des sépultures et exhumé des centaines d'autres corps.

Des milliers de Palestinien·nes se rongent depuis l'âme, pas tant de cette nouvelle transgression du droit international que du sort fait à leurs proches enterrés dans ce cimetière d'Al-Batsh. Nouveau traumatisme, après avoir dû les enterrer là à la va-vite.

Car ce lieu, situé en bordure des quartiers de Tuffah et de Shujayia, à l'est de la ville de Gaza, n'est devenu une nécropole qu'à partir du 22 octobre 2023. Il a accueilli d'abord des dépouilles non identifiées, puis des corps que leurs proches ne pouvaient inhumer dans un cimetière officiel dépendant du ministère des Waqf, les affaires

religieuses, à cause du risque, des frappes et des tirs.



Le cimetière d'Al-Batsh, à l'est de la ville de Gaza, dans un reportage d'Al Jazeera du 29 janvier 2026. © Capture d'écran Al Jazeera

C'est ici qu'Omar al-Rifi, 37 ans, logisticien, a dit adieu à sa petite fille Youmna, âgé de tout juste quatre mois, et à sa belle-sœur. C'était dix jours après les massacres du 7-October commis par le Hamas et d'autres factions palestiniennes dans les villes et villages israéliens autour de la bande de Gaza, dix jours après le début de la guerre génocidaire.

Un missile israélien a frappé le troisième étage de la maison familiale où il avait trouvé refuge, pensait-il, avec Maram, sa femme, et leur bébé. Youmna a été tuée sur le coup, ainsi que la belle-sœur d'Omar. Leur décès a été constaté à l'hôpital. Le soleil s'était couché, il était trop tard pour les enterrer, Omar a dû attendre le lendemain.

Il a dû, aussi, trouver un lieu pour les inhumer, à peu près à l'abri des tirs et des snipers. Ce fut à Al-Batsh, dans une tombe de 10 centimètres de profondeur tout juste, creusée à la hâte pour accueillir les deux sacs mortuaires, avec de la simple terre pour la refermer et un carton, les noms griffonnés dessus, accroché à un bout de bois pour marquer l'endroit et retrouver plus tard la sépulture provisoire, pour une inhumation dans la dignité des rituels.

Dignité des morts, douleur des vivants

Dix jours plus tard, les survivantes, son épouse Maram et sa nièce Alina, ont été tuées, avec sa mère, ses deux sœurs et un frère, cette fois dans l'écroulement de leur immeuble après une frappe contre le bâtiment voisin.

Omar y a survécu de justesse. Grièvement blessé au dos, il est resté quatre mois alité et c'est à son frère rescapé, Mounir, qu'est revenue la douleur de creuser une nouvelle tombe provisoire, encore dans la nécropole d'Al-Batsh.

Le provisoire dure : depuis juin 2024 et le déplacement forcé de dizaines de milliers de personnes du quartier de Shujayia, y accéder était impossible. Beaucoup trop dangereux.

Aussi Omar al-Rifi espérait-il beaucoup du cessez-le-feu signé le 9 octobre. Dès son annonce, il s'est mis en quête d'une place dans un cimetière accessible et a essayé d'organiser l'exhumation des dépouilles de ses proches pour pouvoir leur offrir une sépulture digne.

« Je sais que leurs âmes sont au paradis auprès de Dieu, explique-t-il à Mediapart. Mais les enterrer dignement est très important, même si je ne retrouve que quelques os, parce que c'est une partie de moi, une partie de mon âme, qui est partie avec elles. »

Or, Al-Batsh se trouve à l'est de la ligne jaune, dans la partie de l'enclave où stationne l'armée israélienne, inaccessible aux Palestinien·nes sous peine d'être visé·es et tué·es. Et puis sont survenus les soldats israéliens et leur pelleteuse à la recherche très médiatisée du corps de Ran Gvili.

« Dans le passé, je souffrais quand je voyais des parents mettre en terre leur enfant. Aujourd'hui, c'est devenu mon rêve. »

Sharif Abou Saïd, père de deux enfants ensevelies sous les décombres

« Cette profanation d'Al-Batsh a rouvert les plaies, constate la psychologue Souad Baker, employée au département « prévention familiale » de l'hôpital Al-Awda. Les gens se disent : "Même les martyrs ne sont pas épargnés par l'agression israélienne." Car ils ne connaissent pas le sort de ces dépouilles. »

« J'ai vu la vidéo tournée par l'armée israélienne, mais je ne sais pas ce que deviennent les corps. Les Israéliens les ont-ils emmenés avec eux ? Enterrés dans une fosse commune ? Vont-ils les remettre à la Croix-Rouge [CICR, Comité international de la Croix-Rouge – ndlr], et la Croix-Rouge les confier au ministère de la santé ? On ne

sait rien, et ma tristesse est infinie », reprend Omar al-Rifi.

Il est prêt à payer les hommes du cimetière de Cheikh Radwan, qui lui proposent un emplacement pour 327 euros.

Car la mort, ou plutôt l'espace pour les mort·es, est devenue un business, dans la bande de Gaza. Avant la guerre, les cimetières dépendaient du ministère des Waqf, les affaires religieuses. Aujourd'hui, celui-ci n'a plus la main. Les nécropoles qui offrent encore des possibilités d'inhumation se situent toutes dans la moitié orientale de l'enclave, entièrement vidée de ses habitant·es palestinien·nes et occupée par l'armée israélienne.

Dans l'autre partie du petit territoire côtier, dans et à proximité immédiate des centres urbains, les cimetières plus anciens sont pleins. Aussi des personnes manient-elles la pelle pour dégager des endroits, élargir les tombes pour en faire des caveaux familiaux, moyennant finances.



Yusuf Abu Hatab, qui a perdu son frère et son fils, travaille dans un cimetière de Khan Younès, à Gaza, le 18 décembre 2025. Il continue de creuser des tombes pour les Palestiniens tués lors des frappes israéliennes. © Photo Abdallah F.s. Alattar / Anadolu via AFP

Le frère d'Ayham Loubbad a été tué par les tirs d'un drone quadricoptère dans son quartier de Zeitoun, au sud-est de la ville de Gaza, le 27 juillet 2025. *« Je voulais l'enterrer dans le cimetière d'Al-Bahriya, pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il y avait de la place, depuis que l'armée israélienne l'avait en partie détruit en octobre 2024, ensuite parce que la situation sécuritaire était à ce*

moment-là très dangereuse et que se déplacer était risqué », raconte le jeune homme, employé d'une ONG palestinienne, à Mediapart.

Seulement, reprend-il, il ne trouvait pas de ciment pour fermer la tombe : *« J'ai fini par en dénicher, ainsi qu'une stèle, à un prix prohibitif. L'inhumation m'a coûté 1 600 euros. Peu de personnes peuvent se permettre cela, alors ils se contentent d'enfouir leurs morts. »*

Sans sépulture digne, les plaies restent ouvertes

Sharif Abou Said, avocat de 48 ans, les envie presque. *« Dans le passé, je souffrais quand je voyais des parents mettre en terre leur enfant, assure-t-il dans un entretien à Mediapart. Aujourd'hui, c'est devenu mon rêve. »*

Ses deux filles, Seba, 16 ans, et Sama, 12 ans, ont été tuées dans une frappe sur leur immeuble de la rue Al-Rachid, en bord de mer, le 16 janvier 2024. Le bâtiment de huit étages s'est effondré sur ses habitant·es. Lui se trouvait alors dans le sud de la bande de Gaza, séparé de ses enfants confiées, après son divorce, à la garde de leur mère.

Quand il a appris le drame, quelques jours après le raid, il a fait appel au Croissant-Rouge, à la défense civile, à tous les organismes possibles. De tous, il a reçu la même réponse : *« L'immeuble, en zone rouge, était inaccessible et mes filles allaient rester sous les décombres »*, reprend-il. Nouvel essai lors du premier cessez-le-feu, et réponse semblable : la défense civile n'avait pas les moyens matériels pour dégager un immeuble de huit étages *« réduit à un millefeuille »*. *« J'ai essayé le secteur privé, pour louer une pelleteuse et un bulldozer. Ils demandaient 545 euros l'heure pour chaque engin. Je n'ai pas les moyens »*, se désole-t-il.

La situation, après le cessez-le-feu du 9 octobre 2025, est exactement la même. La défense civile n'a reçu aucun engin de chantier lourd qui lui permettrait de dégager les ruines. Tout est bloqué par les autorités israéliennes aux frontières de Gaza.

« Nous recevons des centaines d'appels pour dégager des dépouilles sous des décombres, témoigne Hassan Jaber, chef ambulancier de la défense civile du centre de la bande de Gaza. Jusqu'à-là, nous n'avons pu débayer que

quarante maisons. Nous devons y aller à mains nues, ou avec du petit matériel, qui ne nous permet pas de nous attaquer à des immeubles. »

Les secouristes se déplacent toujours accompagnés d'un membre de la famille concernée. *« Nous n'avons aucun moyen de rechercher l'ADN, alors les proches reconnaissent grâce aux cheveux, à des habits »*, décrit-il.

Les dépouilles inconnues, celles retrouvées dans les fosses communes ou celles rendues par Israël sans aucune indication d'identité, sont photographiées et mises en ligne sur un site internet pour les disparu·es. Si personne ne les reconnaît, elles sont inhumées dans un cimetière qui leur est réservé, près de Deir Al-Balah. Dans l'attente du matériel de recherche de l'ADN que réclame la défense civile, en vain jusque-là.

« Je veux que mes filles soient enterrées avec ma mère et ma grand-mère, reprend Sharif Abou Saïd. Savoir qu'elles sont toujours là, sous les décombres, me paralyse. Ces décombres pèsent sur mon âme et mon cœur. C'est le pire qu'il puisse arriver à un père. »

Souad Baker, la psychologue, connaît des personnes qui vont parler à leurs proches enfouis sous les ruines, leur demandent de leurs nouvelles et leur en donnent. Et promettent de les sortir de là, bientôt, très bientôt. Ces blessé·es dans l'âme perdent les repères sociaux, ne savent plus quand rire et quand pleurer, ni comment agir en société.

« Le mois de ramadan qui s'approche sera très difficile pour nous tous, anticipe-t-elle. Les années précédentes, le danger et l'urgence de la survie masquaient ce traumatisme-là, de la perte et de l'absence de dignité pour les sépultures. Ramadan est une fête familiale et les plaies vont saigner à nouveau. » Pour soigner les vivant·es, il faudra des médecins, beaucoup de médecins de l'âme. Et rendre leur dignité aux mort·es.

Gwenaëlle Lenoir

Boîte noire

Cet article a été réalisé avec l'aide de Rami Abou Jamous,

journaliste palestinien à Gaza.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau